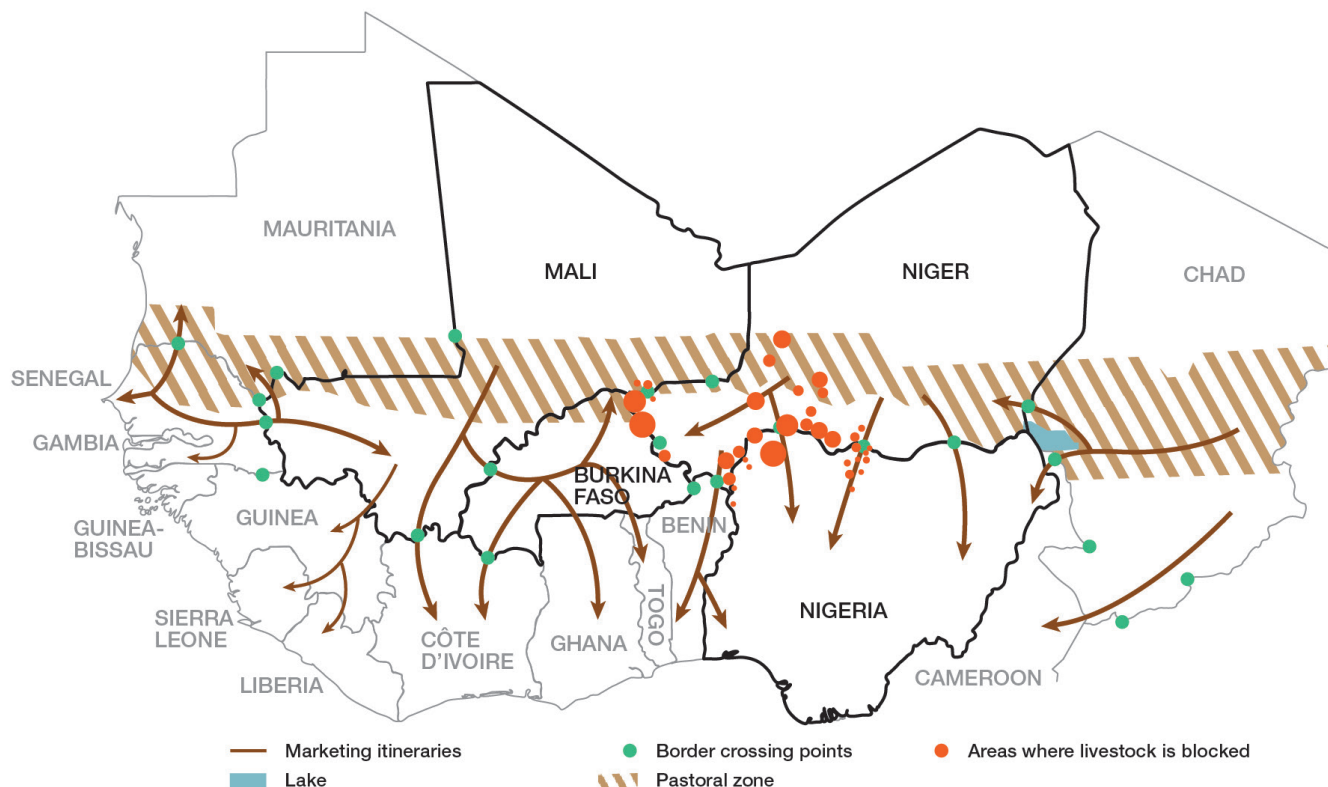




CROSS-BORDER TRANSHUMANCE CHALLENGED BY SECURITY MEASURES



Sources: FAO/CIRAD (2012), *Atlas of Trends in Pastoral Systems, 1970-2012*; Réseau Bilateral Maroobé; OECD/SWAC (2009), *Regional Atlas on West Africa*.
© 2022. Sahel and West Africa Club Secretariat (SWAC/OECD)

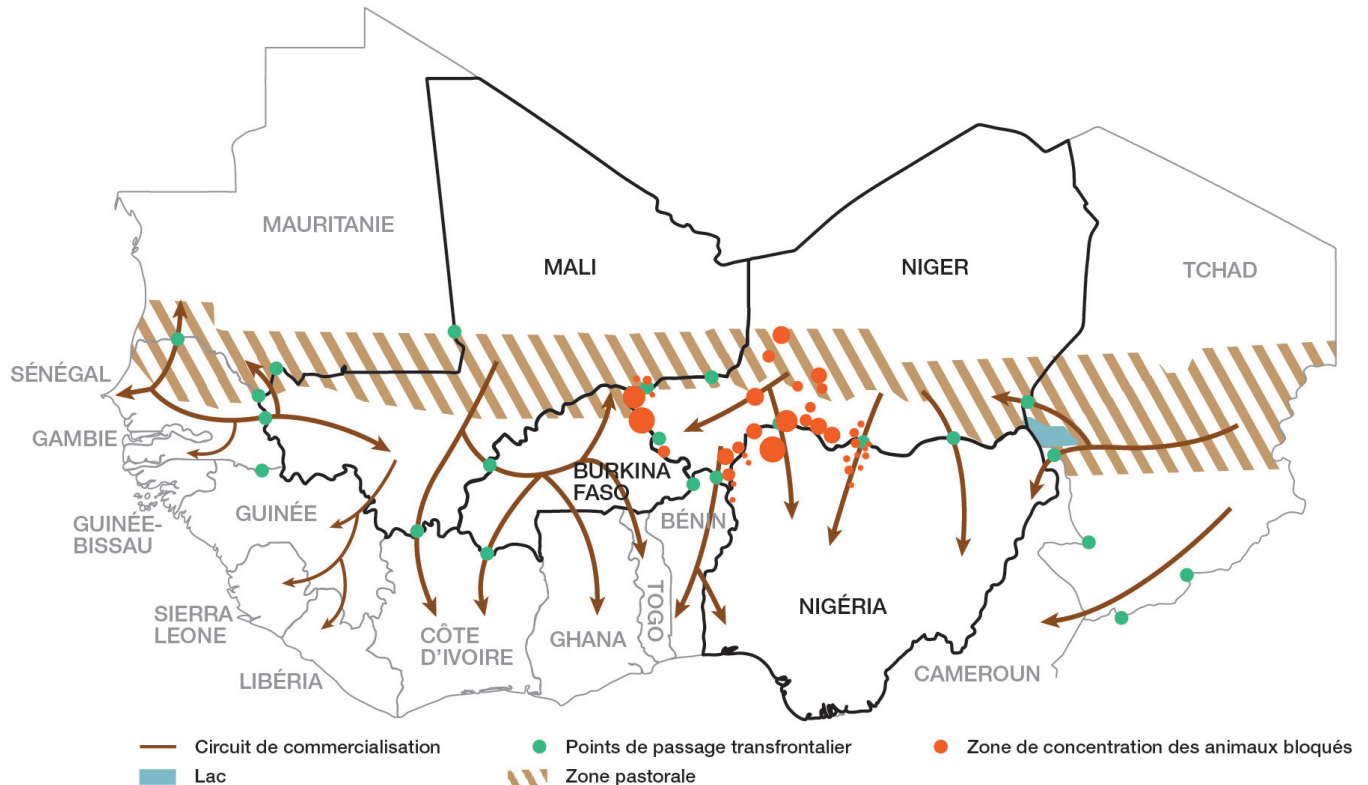
Note: The data shown refers only to Burkina Faso, Niger, Nigeria and Mali.

Transhumance is a mobile livestock farming system based on regular and seasonal movements. It is an important economic activity in West Africa and particularly in the Sahel, an area facing many challenges, including a security crisis. The monitoring system set up by the *Réseau Bilateral Maroobé* (RBM) and farmers' organisations indicates that in April 2022, more than 1 300 000 animals (cattle, sheep, goats and camels) were stranded in several border areas: Dosso region (Niger)-Kebbi State (Nigeria), Maradi region (Niger)-Katsina State (Nigeria), Tahoua region (Niger)-Sokoto State (Nigeria) and the tri-border area of Gao (Mali), Sahel (Burkina Faso) and Tillabéry (Niger). Small ruminant herds were the most affected (850 000 heads). These border blockades concern nearly 63 000 herders, including women and children. They are mainly due to the violence perpetrated by armed groups, and therefore to the danger of transhumance routes, and to the reinforcement of border controls and bordure closures which make many pastoral areas inaccessible.

This situation leads to significant economic losses for both pastoralists and the areas that host them. During cross-border transhumance, a Sahelian herder spends an average of 1 230 000 CFA francs (EUR 1 880) on food, health and the welfare of their animals, as well as on taxes to access markets and water points. In addition, border blockades aggravate conflicts between users of natural resources and the health risks associated with high concentrations of animals. Finally, prolonged stays of herders in host areas can quickly lead to a deterioration of their food and security situation.



TRANSHUMANCE TRANSFRONTALIÈRE À L'ÉPREUVE DES MESURES SÉCURITAIRES



Note : Les données présentées ne concernent que le Burkina Faso, le Niger, le Nigeria et le Mali.
Sources : FAO/CIRAD (2012), *Atlas des évolutions des systèmes pastoraux au Sahel, 1970-2012*; Réseau Bilateral Maroobé; OCDE/CSAO (2009), *Atlas régional de l'Afrique de l'Ouest*.

© 2022. Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO/OECD)

La transhumance est un mode d'élevage mobile fondé sur des déplacements réguliers et saisonniers. C'est une activité économique importante en Afrique de l'Ouest et particulièrement au Sahel, zone confrontée à de nombreux défis dont la crise sécuritaire. Le dispositif de veille mis en place par le Réseau Bilateral Maroobé (RBM) et les organisations paysannes indique qu'en Avril 2022 plus de 1 300 000 animaux (bovins, ovins, caprins et camelins) étaient bloqués dans plusieurs zones frontalières : région de Dosso (Niger)-l'État de Kebbi (Nigeria) ; région de Maradi (Niger)- État de Katsina (Nigeria) ; région de Tahoua (Niger)-État de Sokoto (Nigeria) et la zone des trois frontières Gao (Mali), Sahel (Burkina Faso) et Tillabéry (Niger). Les troupeaux de petits ruminants étaient les plus touchés (850 000 têtes). Ces blocages aux frontières concernent près de 63 000 éleveurs dont des femmes et des enfants. Ils sont essentiellement dus aux violences perpétrées par les groupes armés, donc à la dangerosité des itinéraires de transhumance, aux renforcements des contrôles des frontières (parfois à leur fermeture) rendant inaccessibles de nombreux espaces pastoraux.

Cette situation entraîne des pertes économiques importantes pour les pasteurs comme pour les zones qui les accueillent. Lors d'une transhumance transfrontalière, un éleveur sahélien dépense en moyenne 1 230 000 Francs CFA (1 880 EUR) pour sa nourriture, sa santé et celles de ses animaux ; également pour les taxes d'accès aux marchés et aux points d'eau. En outre, les blocages aux frontières aggravent les conflits entre les usagers des ressources naturelles ainsi que les risques sanitaires liés à la concentration des animaux. Enfin, des séjours prolongés des éleveurs dans les zones d'accueil provoquent rapidement une dégradation de leur situation alimentaire et sécuritaire.